

Nicolas Sarkozy est-il un homme politique courageux ? Et Annemie Turteblboom ? Le courage, pour un homme ou une femme politique, revient-il à défendre ses convictions contre vents et marées ? Et suffit-il, comme l'avait dit Yves Leterme, de « cinq minutes de courage » pour faire une bonne politique ?

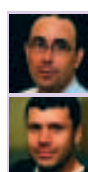
LE 3 JUIN



Un débat pré-électoral

Ce 3 juin, à 20 h, *Le Soir* et la Fondation Bernheim organisent un débat sur le courage en politique co-animé par Béatrice Delvaux, rédactrice en chef, et Edouard Delruelle, philosophe (ULg). Les participants sont : Grégor Chapelle, échevin PS à Forest ; Xavier Baeselen, député fédéral MR ; Juliette Boulet, députée fédérale Ecolo ; Hamza Fassi-Fihri, échevin CDH à Bruxelles ; Raoul Hedebouw, porte-parole du PTB ; et Céline Caudron, tête de liste LCR à l'Europe. Ce débat se tiendra aux Facultés universitaires Saint Louis (43, boulevard du Jardin Botanique), auditoire 3. Entrée libre.

Qu'est-ce que le courage politique ?



PROPOS RECUEILLIS PAR
DOMINIQUE BERNS

ET HUGUES DORZÉE

Soyez courageux, soyez responsables : travailleurs, chefs d'entreprises, chômeurs, enseignants ou hommes politiques... nous sommes tous concernés par cet impératif catégorique. Ce retour de la question du courage dans le discours contemporain a intrigué la Fondation Bernheim, qui a décidé de financer un projet de recherche sur ce thème. A quelques jours des élections, nous avons rencontré trois des chercheurs concernés, deux philosophes et un anthropologue, pour leur poser une question toute simple : qu'est-ce qu'un homme politique courageux ?

Pourquoi penser le courage aujourd'hui ?

Laurence Blésin. *Parce qu'on constate un retour en force de la question du courage dans les discours et les arènes publiques : le courage comme vertu d'excellence à travers la figure du héros, capable de résister, de se mettre en risque, etc. De manière plus insidieuse, on ne cesse de faire appel au courage dans tous les discours et dispositifs de l'Etat social actif, qui visent à la responsabilisation individuelle. C'est une conception à la fois très individuelle, mais aussi très morale, voire moralisante. Ainsi, le chômeur doit pouvoir s'assumer, faire état de son parcours, de ses mérites, de ses efforts.*

Peut-on cependant mettre un signe d'équivalence entre le « courage » et la « responsabilité » ? Ce faisant, n'est-ce pas faire du « courage » une notion à ce point englobante qu'elle finisse par ne plus rien vouloir dire ?

Thomas Berns. *Comme le dit Gaëlle Jeanmart, notre collègue absente aujourd'hui, identifier courage et responsabilité se justifie s'il est supposé que ce que chacun peut faire dépend d'un rapport à soi, à ses peurs, d'une capacité toute personnelle de résistance. Par là, on refuse de penser les capacités concrètes, en situation, et la manière dont un lien social permet effectivement ou pas aux gens de se montrer courageux. Bref, ce qui relie ces deux notions, c'est le caractère individualisé des injonctions qui sont données au nom du courage et au nom de la responsabilité. On nous présente une galerie d'hommes ou de femmes courageux, héros de notre temps, pionniers, sportifs, entrepreneurs... Mais ces « héros » sont mis en avant dans ce qu'ils auraient de parfaitement « singuliers » au plus mauvais sens du terme.*

Bill Gates, Mère Theresa, Ingrid Betancourt, tous ces « héros » modernes sont pourtant porteurs de valeurs...

Thomas Berns. *Font-ils l'objet d'une réflexion sur ces valeurs ? Les références qui leurs sont faites sont-elles le vecteur d'une discussion sur des principes de justice ? Non. Ce qu'on retient surtout, c'est le côté biographique. Ils ne seraient exemplaires que d'eux-mêmes. Dans le même sens, les*

individus sont abstraits de tout contexte collectif : le chômeur doit être responsable de son destin, l'enseignant de la construction de ses projets... De la sorte, nous sommes confrontés à un hypermoralisme : chacun de nos actes devrait être « responsable », notre manière de consommer, de remplir nos tâches professionnelles, etc. Mais ce moralisme n'est supporté par aucune règle, aucune histoire collective, aucun concept commun. C'est en somme une morale sans morale, un gouvernement sans gouvernement. Et la morale ou le gouvernement des comportements sont d'autant plus forts qu'ils se sont débarrassés de toute référence commune, celle-ci pouvant être par nature l'enjeu d'un débat, d'un conflit.

Christoph Eberhard. *Bref, souvent, sous couvert de responsabilisation, on déresponsabilise, en raison d'une approche de plus en plus technique et pensée surtout comme « responsabilité fardeau », pour faute, tournée vers le passé, plus qu'une « responsabilité projet » tournée vers le futur.*

Qu'est-ce que le philosophe d'aujourd'hui peut nous dire du courage ?

Thomas Berns. *A rebours d'une certaine tendance à considérer le courage comme relevant d'une morale individuelle et abstraite au point de se muer en pure injonction, le philosophe peut rappeler que la tradition offre d'autres ressources réflexives : une longue tradition républicaine par exemple, qui, s'éloignant de la figure du héros grec, conçoit l'action courageuse comme étant inscrite dans un devenir collectif : Cicéron, Machiavel ou Hannah Arendt plutôt que Homère ou Platon. Tous ont mis en avant l'idée d'un courage, certes très « patriotique », mais qui n'a de sens que dans la mesure où il s'agit de penser l'action sur le mode collectif, et pas sur le mode de l'accomplissement individuel. Ce faisant, ils supposaient aussi que ce devenir collectif ne reposait pas sur un savoir de ce qui est bon, mais plutôt sur une absence de savoir : ce sont les conflits qui produisent l'histoire, et non l'expertise ou l'excellence individuelles.*

Laurence Blésin. *Le pragmatisme, un mouvement intellectuel américain de la fin XIX^e siècle peut aussi nous inspirer. En réaction à une certaine pratique de la philosophie qui se console dans une démarche abstraite, le pragmatisme nous encourage à penser dans le social et avec le social. On ne peut pas déterminer a priori de bonnes réponses ; il faut se mouiller dans les conflits sociaux, prendre part au débat sur des problèmes concrets – faire preuve d'un certain courage en somme, un courage lié à l'épreuve du réel et du social. Il n'y a pas d'histoire toute faite, la société se construit collectivement. De la même manière, le courage politique ne revient pas à porter des convictions*

a priori et toutes faites. Au contraire, dans une société confrontée à une crise économique, sociale, écologique, c'est avant tout oser la confrontation ou l'alliance avec les forces sociales pour co-construire ensemble une société. Et, là, il reste du chemin.

Christoph Eberhard. *Au contraire, les hommes politiques convoquent, de plus en plus souvent, l'« expert », prétendant détenteur du savoir, généralement comme un alibi pour prendre des décisions qui de la sorte s'imposent sans qu'on doive véritablement oser les prendre, et donc en débattre. Il faut sortir des « grands partages » entre politique et science et donner sa place au « savoir profane ».*

L'homme ou la femme politique man-

querait donc souvent de courage ?

Laurence Blésin. *Nous vivons dans un régime politique qui réduit le plus souvent le moment démocratique à la période électorale. Dès lors, ce régime a tendance à fonctionner sur la peur... La peur de perdre son électoral. La tentation, pour les hommes et les femmes politiques, est grande alors de flatter cet électoral, de prendre des mesures populaires à très court terme, d'éviter des mesures moins populaires. Et de se méfier du discours vrai.*

Thomas Berns. *Il ne faudrait pas en conclure que l'homme politique idéal devrait être insensible à l'opinion publique, mais dans notre système politique, certaines questions peuvent difficilement être mises à l'agenda au*

« PROJET COURAGE »

En janvier 2007, la Fondation Bernheim a mandaté quatre chercheurs dans le cadre d'un « Projet Courage » pour explorer cette notion, ses implications et ses potentialités : Laurence Blésin, Christoph Eberhard, Thomas Berns et Gaëlle Jeanmart (qui enseigne la philosophie morale à l'Université de Liège).

Une histoire philosophique du courage (par Th. Berns, L. Blésin, G. Jeanmart – à paraître en 2009) synthétise l'axe philosophique du projet, en questionnant le sens actuel du courage à la lumière de son histoire philosophique.

Par ailleurs, les quatre chercheurs explorent trois champs pratiques : la nature de la responsabilité dans l'éthique des entreprises ; les alternatives responsables dans un monde globalisé ; les pratiques pédagogiques alternatives en lien avec la question de l'autonomie.

Plus d'information sur le site de la Fondation Bernheim (www.fondationbernheim.be), dans la section Activités, Formation-Recherche-Action.



Christoph Eberhard

Chercheur et professeur invité en anthropologie et théorie du droit aux Facultés universitaires Saint-Louis, il a publié « Le Droit au miroir des cultures. Pour une autre mondialisation » (LGDJ, 2006, en voie de réédition en poche chez LGDJ / Lextenso) et a coordonné un ouvrage collectif : « Traduire nos responsabilités planétaires. Recomposer nos paysages juridiques » (Bruylant 2008). Voir son site : www.dhdi.org.

forum

nom de cette référence constante à la loi de l'opinion, qui ne signifie nullement une participation élargie au débat public.

Laurence Blésin. Si certaines questions ne peuvent émerger, c'est donc aussi parce qu'on croit superflu de les situer dans un véritable processus d'apprentissage, de prendre le temps d'expliquer, de miser sur la capacité de compréhension des citoyens plutôt que d'instrumentaliser l'électorat. Exemple, le décret mixité : au lieu d'expliquer les véritables enjeux, on s'est focalisé sur les files, sur les tirages au sort, etc. Autre exemple, l'immigration : oser un vrai débat, c'est sans doute risqué pour un homme politique, mais c'est la seule manière de prendre le citoyen au sérieux.

Les citoyens ne devraient-ils pas, eux aussi, être davantage courageux, s'investir dans la sphère publique, prendre leur destin en main, utiliser leur capacité d'action et de parole ?

Christoph Eberhard. Bien entendu. Un bel exemple, c'est le Forum social mondial. Au départ, il y avait beaucoup d'espoir et de promesses ; on en mesure aujourd'hui toutes les limites. Cette expérience reste néanmoins une autre manière de faire de la politique, qui a réuni des citoyens venus d'horizons très différents. Ce modèle ne va pas remplacer l'ancien, mais il faut s'en inspirer.

Doit-on comprendre que vous favorisez la démocratie participative en lieu et place de la démocratie représentative ?

Christoph Eberhard. La démocratie représentative et la démocratie participative sont complémentaires. Il ne faut pas les opposer, mais réinventer de nouvelles manières de faire de la politique, articuler autrement le « représentatif » et le « participatif ».

Laurence Blésin. Le courage politique serait alors de créer des alliances avec toutes les forces sociales. Avec la société civile or-

ganisée (syndicats, mouvements sociaux reconnus...), mais pas seulement. Il ne faut pas négliger toutes les autres voix qui se prennent dans l'espace public : tel comité contre la chasse aux chômeurs, tels collectifs de soutien aux sans papiers... Au lieu d'instrumentaliser les nouveaux sujets sociaux comme les hommes et femmes politiques sont souvent tentés de le faire, on pourrait s'appuyer sur ces acteurs de premier rang qui sont en prise avec les nouvelles souffrances sociales, afin de répondre avec eux aux enjeux d'aujourd'hui.

Mais quelle est la représentativité de ces nouveaux mouvements sociaux ?

Thomas Berns. Certes rien ne nous assure que tel ou tel mouvement social nouveau est représentatif et l'éloge de la démocratie participative est souvent l'alibi permettant de désamorcer le potentiel conflictuel de la démocratie représentative. C'est pourquoi il ne s'agit pas de mettre la « vieille » société civile de côté au profit d'une soi-disant nouvelle société civile, ou de mettre la démocratie participative en lieu et place de la démocratie représentative. Au contraire, il faut faire jouer l'une avec l'autre. Car la représentativité peut elle-même être un alibi pour empêcher des connaissances pertinentes et décentrées d'émerger, et à ce titre elle peut s'épuiser. Nous devons aussi nous interroger sur ce qui fait la légitimité d'un mouvement social. Prenons cet archétype de l'ancienne société civile que constitue le mouvement syndical. On considère souvent que sa légitimité lui vient exclusivement du fait qu'il est le représentant légitime de tous les travailleurs. Mais sa légitimité et sa force venaient aussi du fait qu'il produisait un savoir et une intelligence du monde, bref qu'il était un espace d'apprentissage phénoménal, une véritable université. Insister sur sa seule légitimité représentative peut nous faire perdre cette seconde composante de sa légitimité. Au même titre, certains nouveaux mouvements sociaux qui ne sont pas portés par un grand

nombre de gens, produisent un savoir qu'il faut pouvoir aller chercher.

Laurence Blésin. Il y a clairement une demande de la part de la société civile d'être davantage impliquée dans la vie de la cité. Cela peut passer par la défiance – par exemple, une haie du déshonneur à Zaventem pour accueillir les députés wallons qui reviennent de Californie, sans projet constructif. Mais à côté de cette dénonciation, il y a aussi de l'énonciation. La question n'est pas tant celle de leur légitimité représentative que ce qu'ils nous disent des nouvelles vulnérabilités, de nouveaux positionnements sociaux. Ils ont une place à part entière dans la société. On n'est plus dans la société des piliers et c'est sans doute ce qui fait peur aux partis politiques qui n'ont plus un électorat de base qui vient à eux par idéologie.

Christoph Eberhard. Face aux incertitudes, on a tendance à se raccrocher aux certitudes, à ceux qui tiennent un discours sécurisant/sécuritaire, à la manière de Nicolas Sarkozy. On fait fausse route. Il faudrait au contraire, oser s'ouvrir à l'incertitude, rappeler que le monde n'est pas blanc ou noir, que nous sommes des êtres fragiles, que le doute est utile, etc. Le courage, c'est aussi, pour l'homme politique ou pour le citoyen, de quitter l'univers dans lequel on est encastré, et s'ouvrir à toutes les expériences diverses, qui nous sont parfois fort étrangères, mais qui émanent de la créativité collective et sur lesquelles on peut bâtir le futur. Il faut oser perdre appui, perdre le contrôle.

Le président français Nicolas Sarkozy est souvent décrit, par les gens de son bord, comme un homme politique courageux. La ministre de la Politique de migration et d'asile, Annemie Turtelboom pourrait, elle aussi, être décrite comme une femme courageuse, qui défend ses convictions dans l'adversité.

Laurence Blésin. Selon une certaine con-

ception du courage, on pourrait dire en effet qu'Annemie Turtelboom est une femme extrêmement courageuse, qui a réussi à résister aux pressions envers et contre tout. De même, Nicolas Sarkozy porte cette image assez commune du courage politique qui serait celui, presque physique ou viril, d'oser affronter les foules, mêmes hostiles. Pour le dire d'une manière un peu provocatrice, c'est une conception moyenâgeuse, qui va à l'encontre d'une conception plus collective du courage.

Si le courage est une vertu cardinale, pour un homme politique ou pour le citoyen, il ne tient lieu d'aucune des autres vertus qu'il sert, qu'il s'agisse de la justice ou de la générosité. Quelqu'un peut être courageux au service d'une cause mauvaise – ou que vous jugez telle. Il n'en est pas moins courageux...

Thomas Berns. En un sens, le courage, c'est finalement secondaire. C'est la première leçon qu'on doit tirer d'une approche historique et philosophique du courage. Quand on dit « courage », on pense à Aristote, en supposant qu'il aurait élaboré une véritable théorie du courage. Or, chez lui, le courage ne compte finalement que dans des cadres extrêmement réduits. Pourquoi ? Il faut se poser la question, car c'est un bon moyen de vous répondre : parce que toute mise en avant exclusive du courage dans son sens de pure initiative, de maîtrise se fait, par définition, au détriment d'autres vertus, comme la justice. La question du courage, paradoxalement, n'est primordiale que dans la mesure où elle est posée de manière secondaire. D'où notre souci de resituer toujours le courage à un niveau collectif, notre refus de l'assimiler à pureté morale du héros, notre insistance aussi sur le fait qu'aucun expert ne sait précisément où va la Cité, afin de nous éloigner de cette figure du héros viril, qui sait dans quelle direction il doit naviguer et qui tient fermement la barre. ■

La chronique



Alain Berenboom
Écrivain

Les toiles mystérieuses

Mille millions de mille sabords ! Où se trouve ce scrogneugneu de musée ?

– D'après mon pendule, un peu plus à gauche, capitaine !

– A gauche ? Mais... ce sont ces cornichons de Dupondt ! Que faites-vous ici ?

– On songe à changer d'air. Il paraît que le musée Magritte a besoin de deux gardiens et que nous ferions parfaitement l'affaire.

– Je dirais même plus. Il paraît que Magritte a besoin de deux musées et que...

– Sacrés bougres d'emplâtres sur une jambe de bois ! Magritte, c'était à Bruxelles la semaine dernière. Cette semaine, c'est le musée Hergé !

– Regardez, capitaine, derrière ce bosquet d'arbres, ce magnifique vaisseau blanc au milieu de cette épouvantable tempête médiatique !

– Une tempête, cette jolie petite brise ? Mais non, moussaillon. Un simple coup de tabac. Oh ! Alerte ! Aux abris ! Voilà Séraphin Lampon ! Trop tard, mille sabords !

– Tu tombes bien, vieux flibustier ! Je suis certain que tu connais les propriétaires de cette baraque. Dis-leur la chance qu'ils ont. Lampon est prêt à assurer tout leur bazar aux petits oignons.

– C'est que...

– Taratata ! C'est comme si c'était déjà signé.

– Vous ne nous accompagnez pas pour la visite ?

– C'est pas que je sois contre un peu de culture de temps en temps, galopin, mais franchement, dans la journée, je préfère un bon demi.

– Regardez, professeur, dans le hall, cette grande colonne qui rappelle votre fusée.

– Mon musée ?

– Repeinte en noir et blanc, quelle allure ! J'espère qu'elle portera chance à Frank Dewinne.

– Et là, cette passerelle qui serpente dans le ciel, elle est encore plus belle et plus folle que celle de l'Observatoire du professeur Calys.

– Sur le mur, moussaillon, les images des aventures où vous vous seriez épargné bien des plaies et des bosses si Hergé avait eu l'idée de me faire apparaître plus tôt !

– Et là, celles où je me suis trouvé dans des situations inextricables à cause de vous.

– Votre chien a l'air de grommeler, moussaillon ?

– Grommeler ? Alors que personne ne rappelle que, sans moi, vous ne seriez pas tous ici à vous admirer avec un air béat !

– Je suppose qu'il a trouvé un os à ronger.

– Et moi, une bouteille de Loch Lomond ! Il serait peut-être prudent que je vérifie si ce whisky est d'origine. Avec le nombre de contrefaçons qui circulent aujourd'hui...

– Que faites-vous capitaine ?

– Laissez boire un vrai spécialiste. Ah ! Dites donc, il a l'air authentique. Allez, encore une petite gorgée pour être sûr de ne pas me tromper. Mon Dieu, la Castafiore !

– Aaaaaah ! Je ris de me voir si belle et si amusée !

www.berenboom.com



Laurence Blésin

Chercheuse au Centre de Philosophie du droit de l'UCL, elle enseigne la philosophie du dialogue interculturel à l'ESCG (École Supérieure de Communication et de Gestion, Bruxelles). Elle publiera prochainement un essai sur Jean-Ladrière : « Éthique réflexive et théorie de la norme. Des systèmes complexes à l'agir responsable ».

Thomas Berns

Il enseigne l'éthique et la philosophie politique à l'ULB. Chercheur au Centre Peralman de Philosophie du Droit, il vient de publier « Gouverner sans gouverner. Une archéologie politique de la statistique » (PUF, 2009).